



APRES LA GREVE DU 19 JANVIER : ON IRA JUSQU'AU RETRAIT !

La journée de grève et de mobilisation du 19 janvier a été un succès : les organisations syndicales ont compté plus de deux millions de manifestants et manifestantes, et même la police a reconnu que plus d'un million de personnes ont défilé. C'est plus que le 5 décembre 2019, au début du précédent mouvement pour les retraites. La grève a été suivie dans des secteurs très divers du monde du travail : à plus de 50 % chez EDF, 66 % chez Enedis, 40 % chez Engie et GRDF, 70 à 100 % dans les raffineries de Total, près de 50 % à la SNCF dont plus de 75 % chez les conducteurs et conductrices, près de 70 % dans l'Éducation... Elle a aussi été suivie dans des usines de l'automobile et de la métallurgie, dans l'agro-alimentaire, à La Poste ou encore dans la presse !

Après ce succès, alors même que la journée avait été appelée tardivement par les organisations syndicales, celles-ci ont annoncé une prochaine journée de grève nationale non pas dès la semaine suivante, mais seulement le 31 janvier.

De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat !

Sans surprise, le gouvernement prétend toujours qu'il ira jusqu'au bout, car cette réforme serait « juste » et « nécessaire » ... Que de mensonges ! Il n'y a rien de juste à exiger plus de temps de cotisation de la part des travailleurs et des travailleuses, alors que les capitalistes se gavent sur leur dos et que les riches sont toujours de plus en plus riches. Il n'y a aucune nécessité à nous faire trimer plus longtemps, alors que beaucoup n'arrivent déjà pas à faire des carrières complètes à cause des périodes de chômage ou de la durée des études qui s'allonge.

De l'argent pour financer les retraites, on peut en trouver. Si les femmes gagnaient, et donc cotisaient, autant que les hommes, cela apporterait 5,5 milliards d'euros supplémentaires aux caisses de retraite. Et que se passerait-il si les salaires augmentaient vraiment, pour suivre l'inflation ? Là encore, les milliards tomberaient.

Si nous reprenions au patronat ce qu'il nous vole, nous pourrions assurer l'avenir du système de retraites

actuel... Et même revenir à un âge de départ à 60 ans, avec 37,5 annuités de cotisation, voire moins pour les métiers les plus pénibles et éreintants.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

L'argent des retraites, c'est celui des cotisations des salariés. Ce n'est pas au patronat et aux gouvernements de décider de ce que l'on en fait : c'est à nous seuls, nous qui faisons tourner la société au quotidien.

Dans une économie qui produit toujours plus, il devrait être normal que ceux et celles qui créent les richesses par leur travail profitent de plus de temps de repos...

C'est aussi une mesure logique : comment dire aux jeunes de cotiser plus longtemps, si les boulots sont encore occupés par les plus âgés ? Ou comment dire aux plus âgés de rester au boulot plus tard, si leurs patrons embauchent des jeunes ? Si on travaillait moins, on pourrait travailler tous, et mieux !

Tous et toutes ensemble : grève générale !

Cette réforme est une étape de plus dans l'offensive contre les droits des travailleurs et travailleuses, pour le seul profit des capitalistes. À qui doivent profiter les richesses ? À la minorité qui tient l'économie ou à la majorité qui fait tout fonctionner ?

Sans nous, rien n'est possible. C'est ce que nous montrons quand nous sommes en grève. Il faudra donc l'être plusieurs jours de suite. Des syndicats, comme dans l'Éducation, appellent à démarrer une grève reconductible le 31 janvier. Dans les raffineries et l'énergie, ce sera à partir du 6 février.

À nous de décider de nos rythmes et de nos moyens d'action : partout, nous devons réunir des assemblées générales, dans nos lieux de travail, ainsi qu'à l'échelle des villes ou des départements, de manière interprofessionnelle. Ces AG nous permettront de nous organiser ensemble pour étendre la grève reconductible, faire grossir les rangs des manifestations, mener des actions et bloquer le pays... jusqu'à ce que le gouvernement n'ait d'autre choix que de céder !

La « joint-venture », nouveau jouet de Tavares !

L'arrêt des moteurs thermique devrait sonner le glas de l'usine de Tremery et le patron voudrait l'anticiper pour 2030. La fabrication des moteurs électriques aurait pu préserver nos emplois mais Tavares en a décidé autrement en créant eMotors, entreprise dans l'entreprise. eMotors peine à recruter et pour cause, les conditions salariales, notamment, y sont encore pires que chez PSA. Tavares menace les salariés de se retrouver sur le carreau s'ils ne rejoignent pas eMotors avant qu'il n'y ait plus de place. Ce serait licenciement ou baisse de salaire. Les salariés ont tout intérêt à être organisés le plus tôt possible pour s'opposer aux plans des patrons et sauver les emplois.

Tavares : numéro de pleureur en forme de menaces

À un salon à Las Vegas, Tavares a multiplié les jérémiades : il faudrait se préparer à « un combat terrible » avec la concurrence... « si le marché se contracte, nous n'avons pas besoin d'autant d'usines. Certaines décisions impopulaires devront être prises ». Fermer des sites et licencier massivement : avec ses menaces, Tavares veut réclamer encore plus de subventions et d'aides politiques de la part des gouvernements. Oui il va y avoir un combat terrible, mais il faut que ce soit celui des ouvriers pour augmenter les salaires et conserver les emplois, contre les attaques de nos patrons. Un combat qui sera, lui, populaire.

La folie des grandeurs... de petite taille

Stellantis et l'entreprise américaine Archer se sont alliées pour produire aux USA en 2024 des avions électriques à décollage et atterrissage verticaux pour 4 passagers. Stellantis fournit 150 millions de dollars à ce projet pour créer ces taxis volants – pour riches uniquement, ça va sans dire...Tavares jalouse les Tesla et les fusées SpaceX du milliardaire réactionnaire Elon Musk ?

Omar Sy tire où ça fait mal

L'acteur Omar Sy est l'objet d'une avalanche d'attaques sur les réseaux sociaux de la part de la droite et de l'extrême droite. Son crime : s'être étonné, dans les colonnes du Parisien, du fait que l'opinion publique (influencée largement par les médias et la propagande officielle) se sente plus touchée par la guerre en Ukraine que par d'autres conflits dans le monde, notamment en Afrique. Et il a raison. Un exemple : les autorités privilégient ouvertement l'accueil des réfugiés ukrainiens aux dépens de ceux qui ont la peau plus sombre et viennent d'Afrique ou du Moyen-Orient. C'est ce qu'on appelle du racisme d'État. Et si les attaques visent Omar Sy, un comédien d'origine africaine, ce n'est bien sûr pas anodin.

Augmentation... du baratin, chez Stellantis !

L'augmentation de salaire de 4,4 %, c'est 66 € pour un ouvrier à 1 500 € net. La direction du groupe essaie de nous rassurer : pas de panique, on fera un bilan en juin. Un bilan de quoi ? On sait déjà qu'on a du mal à faire nos courses et à payer nos factures. On n'a pas besoin de promesses pour nous endormir, c'est maintenant qu'on veut une vraie augmentation de salaires : 400 euros mensuels pour tous !

Renault : de l'argent, il y en a...

Les NAO 2023 sont censées avoir commencé fin décembre, mais le Père Noël ne nous a rien amené... à part de l'inflation. Le père de Meo, lui, s'apprête fièrement à offrir aux actionnaires 5 % de marge opérationnelle. De quoi remplir le frigo et faire le plein sans souci, même à 2 € le litre de carburant ! Ce n'est pas en quémendant des miettes aux patrons qu'on obtiendra de quoi vivre correctement, mais en les forçant à nous payer ce qu'ils nous doivent. Et qu'ils ne viennent pas nous raconter qu'ils n'ont pas les moyens d'augmenter les salaires !

213 milliards...

Le 17 janvier, la valeur en bourse du groupe de luxe LVMH a dépassé 400 milliards. La fortune de M. Bernard Arnault est estimée à 213 milliards, il est devenu l'homme le plus riche du monde. Il sait jouer en bourse avec notre argent produit par notre force de travail. De l'argent, il y en a.

Le CAC 40 et la retraite

En 2021, le système de retraite a enregistré un excédent de 900 millions et cet excédent sera en croissance en 2022. Selon le Conseil d'Orientation des Retraites, en 2027, le déficit pourrait être de 12 milliards. 12 milliards à comparer au profit total du CAC 40 prévu pour 2022 de 172 milliards. Ce n'est pas aux travailleurs(euses) de payer un possible (futur) déficit des caisses de retraite mais au patronat qui ne cesse de s'enrichir par l'exploitation des travailleurs(euses).

La guerre faite au peuple palestinien

Le nouveau gouvernement israélien, ultra-nationaliste, poursuit la politique de conquête. Elle a pour instrument l'enfermement des Palestiniens derrière le mur et dans le blocus. Chaque semaine des civils sont abattus par l'armée. Les travailleurs et travailleuses palestiniens sont surexploités et soumis à des contrôles physiques humiliants. Cette oppression de type colonial bénéficie du soutien des grandes puissances mondiales, en particulier celui des autorités françaises. Dans sa résistance, le peuple palestinien doit pouvoir compter sur la solidarité des organisations et partis ouvriers.